CENTRES D'EXCELLENCE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AFRICAIN POUR L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE DES PROJETS MINISTÉRIELS ET DE LA 8E RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE DES PROJETS

14 novembre 2022
Banjul, Gambie

MINISTRES/ REPRÉSENTANTS PRÉSENTS

1. Prof. Pierre Gomez (Ministre de l'éducation, Gambie) - Modérateur
2. Prof. Balde Moussa (Ministre de l'enseignement supérieur, Sénégal)
3. Prof. Mamoudou Djibo (Ministre de l'Enseignement Supérieur, Niger)
4. M. Tossou Makpehou Rogatien (Représentant, Ministre de l'Enseignement Supérieur, Bénin)
5. Prof. Sado Traore (Représentant, Ministre de l'Enseignement Supérieur, Burkina Faso)
6. M. Lawrence Agyekum (Représentant, Gouvernement du Ghana)

MEMBRES PRÉSENTS

1. Prof. Aboubacar Marcos (Bénin)
2. Prof. Ramané Kaboré (Burkina Faso)
3. Dr. Arona Diedhiou (Côte d'Ivoire)
4. Dr. Fahmi Ahmed (Djibouti)
5. Prof. Mohammed Salifu (Ghana)
6. Prof. Mamadou Saliou Diallo (Guinée)
7. Prof. Kouami Kokou (Togo)
8. Dr. Yusupha Touray (Gambie)
9. Dr. Didier Acouetey (Secteur privé)
10. M. Stanilas Jean Ouedraogo (UEMOA, Burkina Faso)

POINTS FOCAUX

1. Dr. Djibiliour Sanogo (Côte d'Ivoire)
2. Dr. Edmund Aalangdong (Ghana)
3. Prof. Adamou Mahaman Moustapha (Niger)
4. Dr. Joshua Atah (Nigeria)
5. Prof. Amadou Abdoul Sow (Sénégal)
6. M. Tchadom Dondja Agbetetiroo, représentant le Prof. Koffi Agbenoto (Togo)

7. M. Samba Sowe (Gambie)

PRÉSENTS

Banque mondiale (BM), *Agence française de Développement* (AFD), Association des Universités Africaines (AUA) et autres

En personne

1. Dr. Ekua Bentil (Chef de l'équipe de travail du CEA Impact, BM, Washington)
2. M. Harry Crimi (membre de l'équipe centrale du CEA Impact, BM, Washington)
3. Mme Djeneba Gory (Membre de l'équipe centrale du CEA Impact, BM, Niger)
4. M. Said Abdo (CoTTL pays, BM, Djibouti)
5. M. Hyacinthe Gbaye (CoTTL pays, BM, Bénin)
6. Dr. Moustapha Lo, (Country CoTTL, WB, Togo)
7. M. Akinkunmi Oladipupo Onimole (Spécialiste des marchés publics, BM, Nigeria)
8. M. Laurent Cortese (Directeur adjoint de l'éducation, AFD, Paris)
9. Prof. Olusola B. Oyewole (Secrétaire général, AUA)
10. Dr. Sylvia Mkandawire (Responsable de programme, CEA Impact, AUA)
11. Mme Nodumo Dhlamini (Directrice, TIC et Gestion des Connaissances, AUA)
12. Mme Adeline Addy (Spécialiste S&E, AUA)
13. M. Williams Dzonteu (Spécialiste E&S, AUA)
14. M. Abednego Corletey (Spécialiste en Informatique, AUA)

Virtuelement

1. Dr. Quentin Delpech (Expert principal Enseignement supérieur, AFD)

Absent avec excuses

1. Prof. Abubakar Adamu Rasheed (Nigeria)
2. Dr. Dègla Hyacinthe Hessou (Bénin)

Introduction

1. La 8ème séance du Comité de Pilotage du Projet CEA Impact a eu lieu en mode hybride le 14 novembre 2022 à Banjul, en Gambie. Etant une édition ministérielle, les ministres de l'enseignement supérieur des pays participants au projet CEA Impact (ou leurs représentants) étaient présents. Les discussions ont porté sur (i) l'avancement du projet avec des indications sur les défis rencontrés ; (ii) l'avancement des objectifs de développement du projet, la réalisation des indicateurs liés aux décaissements et, les taux de décaissement et d'utilisation des fonds ; (iii) les mises à jour sur l'extension du projet et les implications de l'examen à mi-parcours du projet ; (iv) le soutien de l'AFD ; (v) les points saillants des activités du PASET RSIF au cours de la période de référence ; et (vi) les tables rondes nationales.

Mots de Bienvenu

2. Après avoir ouvert la réunion à 9h15, le Modérateur, **l'Honorable Professeur Pierre Gomez, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie de la Gambie** a souhaité la bienvenue à tous en faisant une mention spéciale aux Ministres, aux équipes de projet de la Banque Mondiale (BM), de l'AFD et de l'AUA, et au Secrétaire Général de l'AUA. Il a souligné l'importance de la réunion, notant le rôle très crucial de l'enseignement supérieur dans le développement.

3. **Le Professeur Olusola B. Oyewole, Secrétaire Général de l'AUA** a observé que c'était un plaisir de délibérer sur le progrès du Projet du CEA Impact et de faire avancer l'enseignement supérieur en Afrique en général. Il a remercié les ministres pour leur leadership et leur engagement à mettre l'enseignement supérieur au service du développement de leurs pays respectifs ; le CPP pour son dévouement au projet ; et le gouvernement de la Gambie pour avoir gracieusement accueilli la réunion et lui avoir offert diverses courtoisies. Le professeur Oyewole a noté que le projet répond à ses attentes avec des retombées de grande envergure. Il a souligné que l'enseignement supérieur est une composante indispensable de l'économie et qu'il est donc nécessaire d'accroître les investissements dans ce secteur. Il s'est réjoui de la priorité accordée aux réseaux thématiques dans le cadre du projet et a exprimé l'espoir que l'initiative CEA Impact continue de répondre aux défis du développement. Enfin, il a assuré les participants de la volonté de l'AUA à soutenir le concept CEA en tant que paradigme de l'excellence et de l'innovation.

4. **M. Laurent Cortese, directeur adjoint pour l'éducation (AFD, Paris)** a été honoré de participer à la réunion pour la première fois et a fait écho à l'appréciation du gouvernement de la Gambie, de la Banque mondiale et de l'AUA, notant que l'AFD est heureuse de l'avancement du projet. Il a observé que l'exercice de l'examen à mi-parcours est essentiel pour évaluer les réalisations et l'impact du projet au niveau du pays et du centre. Il a souligné les réalisations notables, notamment le nombre d'inscriptions et les revenus générés à l'extérieur. M. Cortese a observé que malgré ces progrès, certains aspects du projet nécessitent une attention urgente, mentionnant en particulier le décaissement et l'utilisation des fonds. Il espère que la réunion actuelle abordera les défis du projet pour aider à concrétiser les gains déjà réalisés.

5. **Dr Ekua Bentil, Chef de l'équipe de travail du CEA Impact, (BM), a** présenté ses salutations à toutes les personnes présentes et s'est excusée de l'absence de certains gestionnaires clés de la BM, en raison d'engagements concurrents. Elle s'est particulièrement réjouie de la présence des ministres et a observé qu'elle démontre leur engagement envers le projet et l'enseignement supérieur. Dr Bentil

a noté que les centres à l'avant-garde sont généralement ceux dont les gouvernements montrent une forte appropriation du projet. S'agissant des défis liés à la passation de marchés, elle a souligné que, malgré les succès du projet, celui-ci est arrivé à mi-parcours et qu'il reste peu de temps. Dr Bentil a donc appelé les gouvernements respectifs à accélérer la mise en œuvre du projet. Elle a souligné l'importance pour les gouvernements de travailler ensemble avec les universités et les centres pour soutenir le projet alors qu'il touche à sa fin, notant que la régionalisation sera essentielle. Au nom de la BM, Dr Bentil a exprimé sa reconnaissance à l'AUA, à l'AFD et aux autres partenaires pour leur contribution au succès du projet.

Adoption de l'ordre du jour

6. L'ordre du jour de la réunion est présenté pour adoption et il est accepté à l'unanimité sans modification. L'ordre du jour complet figure à l'annexe 1.

Décisions clés des 6ème et 7ème réunions du CPP

7. Les décisions clés des deux réunions précédentes du CPP, tenues respectivement virtuellement et à Cotonou (Bénin), portaient sur les rapports de mise à jour des projets, les plans de travail et les budgets de l'AUA et les tables rondes nationales. Dans le cadre des mises à jour des projets, il a été convenu de fournir plus de clarté sur les périodes de rapport, de rédiger un document sur les effets des perturbations politiques sur le projet au Burkina Faso et en Guinée, de renforcer le soutien aux centres peu performants, de partager la note conceptuelle sur l'initiative SIRA (Prix de Recherche en Innovation des étudiants) et de fournir plus de détails sur l'évaluation des ateliers régionaux précédents. En ce qui concerne les budgets et les plans de travail, les décisions se sont concentrées sur la fourniture de budgets et de rapports financiers séparés pour les projets 1er et 2e CEA Impact respectivement, avec des indications sur les principales tendances et leçons. Lors des discussions en table ronde, il a été convenu que le CPP aiderait à améliorer l'utilisation efficace des fonds et à résoudre les problèmes d'approvisionnement, tandis que l'AUA, en collaboration avec la BM, accélérerait la vérification des résultats et que les pays soumettraient des demandes d'extension et de restructuration du projet. Tous ces points ont été dûment traités et les détails des interventions ont été fournis et acceptés par le CPP.

Avancement du projet et mise à jour

8. L'état d'avancement du projet a été présenté par Dr. Sylvia Mkandawire (chef de projet) et a mis en évidence (i) les principaux objectifs de développement du projet (ODP) ; (ii) les activités générales du projet ; (iii) les réseaux régionaux ; et (iv) les défis, les réflexions et les prochaines étapes. Les ODP les plus performants par rapport aux objectifs finaux du projet sont

l'accréditation du programme national (158 %), les recettes externes (107), les inscriptions au doctorat (69 %), les inscriptions régionales (74 %), les masters (64 %) et les inscriptions féminines (65 %). Dans le cadre des activités générales du projet, plusieurs initiatives de renforcement des capacités ont été entreprises, notamment six sessions de formation sur la conformité et la performance du projet, portant sur l'impact sur le développement, l'impact institutionnel, l'innovation et l'entreprenariat ; une session d'une semaine sur les compétences de négociation pour les femmes ; et des missions de soutien à la mise en œuvre dans 18 centres peu performants, désignés par leurs faibles taux de décaissement, d'utilisation des fonds et de mise en œuvre, afin de les aider à élaborer leurs plans d'accélération. Les unités de facilitation nationales - le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et d'Innovation (MESRSI), au Burkina Faso ; l'Unité de Coordination du Projet (PCU), en Gambie ; la Commission de l'Education Tertiaire du Ghana (GTEC), au Ghana ; et la Commission Nationale des Universités (NUC), au Nigeria - ont entrepris plusieurs activités visant à améliorer la mise en œuvre et la performance des projets. Il s'agit notamment d'examens des performances du projet, de formations en matière de passation de marchés, de gestion financière et de sauvegarde, de l'engagement d'experts nationaux en la matière pour soutenir les missions de suivi de la mise en œuvre, du recrutement du personnel de base du projet, de la réalisation d'audits financiers, de l'établissement de partenariats et de l'acquisition d'équipements.

9. Les partenariats établis avec l'IBM, l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EFPL), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et Elsevier pour renforcer les centres, ont donné des résultats significatifs au cours de la période considérée. Ces résultats comprennent notamment l'octroi de subventions d'un montant maximal de 6 millions d'euros à 4 réseaux thématiques dans les domaines de la santé, de l'eau, des TIC et de l'exploitation minière ; de la création de centres de compétences numériques et de formation à l'enseignement numérique pour les professeurs, les experts et les techniciens ; de la mise en place de stages pour les étudiants dans les laboratoires de recherche de l'IBM au Kenya et en Afrique du Sud et de l'avancement de la formation numérique pour les professeurs; l'avancement de la formation numérique pour les professeurs ; et le renforcement des capacités de recherche, de publication et de communication des résultats scientifiques. Les centres ont également bénéficié d'une reconnaissance et de récompenses, qui se sont traduites essentiellement par la nomination de certains responsables de centres à des postes plus élevés au sein de leurs universités et aux niveaux national, régional et international. Une mise à jour a également été fournie sur l'état d'avancement de l'initiative 2022 du Prix de Recherche en Innovation des Etudiants (SIRA) qui vise à promouvoir la recherche innovante et efficace des jeunes chercheurs africains. Il est prévu de décerner 15

prix par an dans le cadre de cette initiative. Pour l'édition inaugurale de 2022, un total de 108 candidatures (23% de femmes) a été reçu des 11 pays du CEA Impact. Des efforts sont en cours pour rechercher des partenariats afin de pérenniser cette initiative. Pour diffuser l'impact des CEA Impact dans la résolution des principaux défis de développement régional et des crises mondiales dans divers domaines thématiques, et pour promouvoir la collaboration avec divers partenaires de développement, de l'industrie et de l'université, une réunion de haut niveau a été organisée avec les partenaires du 17 au 21 octobre 2022 à Washington DC. Les recommandations issues des discussions ont porté sur (i) la nécessité d'accroître la visibilité des CEA et de faire connaître leur impact ; l'importance de créer des fonds de dotation pour assurer la durabilité des projets ; (iii) l'exploration de possibilités de financement supplémentaires avec d'autres projets de la Banque mondiale, des partenaires de développement et des fondations ; et (iv) l'invitation à explorer des partenariats prometteurs avec des universités américaines sélectionnées.

10. Les défis mis en évidence sont les suivants : (i) des taux d'utilisation des fonds améliorés mais encore faibles dans l'ensemble du projet ; (ii) l'effet négatif de la charge d'enseignement élevée du personnel académique des CEA sur leur implication dans les activités des centres ; (iii) la visibilité limitée des résultats de recherche des CEA et la faible présence de certains centres sur les réseaux sociaux ; (iv) des difficultés d'approvisionnement dues à des goulots d'étranglement logistiques au niveau mondial et à des systèmes inefficaces aux niveaux institutionnel et national ; (v) des taux élevés d'inflation et des perturbations du marché qui ont entraîné des modifications nécessaires et des retards dans les plans de travail annuels, les budgets des centres et les plans d'approvisionnement ; (vi) des éléments attestant d'un travail d'équipe limité dans la mise en œuvre du projet au niveau du centre, ce qui se traduit par de faibles performances, et la présentation de documents du centre qui sont soit de faible qualité, soit tardifs ; et (v) l'absence, dans certains pays, d'une solide coordination au niveau national pour soutenir les centres et éliminer les goulots d'étranglement.

11. Sur la base de la mise à jour du projet, il a été conclu que (i) le modèle CEA peut être reproduit pour transformer l'enseignement supérieur aux niveaux institutionnel et national ; (ii) la durabilité du projet CEA Impact est essentielle et il est temps d'agir ; (iii) le soutien urgent du gouvernement est essentiel à la réussite du projet dans les domaines de la passation de marchés et du développement d'infrastructures ultramodernes ; (iv) la coordination et le soutien stratégiques nationaux sont importants pour que les centres obtiennent l'accréditation internationale, en particulier dans les pays qui n'ont pas d'organismes d'accréditation nationaux ; et (v) l'investissement dans

l'infrastructure numérique au niveau national est urgent étant donné la nouvelle norme dans l'enseignement supérieur.

Statut de la mise en œuvre du projet et réalisation des ILD

12. **1er projet CEA Impact (Burkina Faso, Djibouti, Ghana, Guinée et Sénégal)** : Du point de vue des performances, le premier projet CEA Impact est en bonne voie pour la plupart des résultats liés aux décaissements (RLD), à l'exception de ceux liés aux activités qui prennent du temps ou qui dépendent fortement de la passation de marchés et de l'intervention nationale, telles que l'accréditation et l'infrastructure. Depuis mai 2022, la réalisation moyenne des ILD est passée de 51% à 57%. Les domaines de forte performance comprennent les *recettes externes* (85%), les *inscriptions au doctorat* (74%), les *publications de recherche* (72%) et les *inscriptions en master (*71%), les centres individuels se distinguant par des indicateurs spécifiques : (i) **Recettes externes (100%) : Burkina Faso (**2iE, CoE_2iE), **Guinée** (PCMT), **Sénégal (**SAMEF, MITIC, AGIR), et tous les CEA du **Ghana** ; (ii) **Inscriptions au doctorat (100%) : Ghana** (CoE_KEEP, RCEES, WACCI) et **Sénégal (**SAMEF et MITIC) ; (iii) **Publications de recherche (100%) : Burkina Faso (**ITECH), **Ghana** (WACCBIP, WACCI, WAGMC), **Guinée (**PCMT), et **Sénégal** (AGRISAN). Les performances ont été faibles pour les RLD concernant l'impact institutionnel (16 %), les infrastructures (23 %), l'accréditation des programmes (27 %) et la gestion fiduciaire (28 %). Toutefois, des progrès sont réalisés et des solutions clés ont été discutées lors des tables rondes par pays afin d'augmenter les recettes dans le cadre de ces RLD.

13. **2ème CEA Impact (Bénin, Côte d'Ivoire, Gambie, Niger, Nigeria et Togo)** : Pour le deuxième projet CEA Impact, 42% des ILD ont été atteints - une amélioration de 9 points par rapport à la moyenne de mai 2022, avec des performances notables en matière de revenus externes (65%) ; d'inscription à des cours de courte durée (65%) ; et d'inscription à des doctorats/MSc (58%). Parmi les résultats exceptionnels obtenus par les différents centres, citons (i) les **recettes externes (100 %) : Bénin** (SMIA, C2EA, CoE_EIE) ; **Côte d'Ivoire** (ENSEA, CCBAD, VALOPRO) ; **Nigeria** (CERHI, CEFOR, ACEGID, CDA, ACEPHAP, CApIC, PUTOR) ; **Niger** (EMIG) ; et (ii) **Inscriptions aux cours de courte durée (100%) : Nigeria** (ACEGID, CEFOR, ACEDHARS, PUTOR, ACETEL, ACENTDFB, CEFTER, CERHI), **Bénin (**SMIA), et **Côte d'Ivoire** (CCBAD). Les performances en matière d'impact institutionnel (7%), d'infrastructures d'enseignement et de recherche (9%) et de gestion fiduciaire (24%) requièrent une attention urgente. Toutefois, des progrès sont réalisés et des solutions clés ont été discutées lors de tables rondes nationales individuelles afin d'augmenter les revenus dans le cadre de ces RLD.

Décaissement et Utilisation des Fonds

14. Pour le premier CEA Impact, le total des fonds de l'IDA reçus (taux de décaissement) était de 51 % au 31 octobre 2022. Le taux de décaissement devrait passer à 55 % d'ici le 31 janvier 2023, avec un taux de décaissement prévu par pays comme suit : Ghana (65%) ; Burkina Faso (53%) ; Sénégal (46%) ; Guinée (34%) ; et Djibouti (27%).

15. Pour le deuxième CEA Impact, le taux de décaissement global était de 31 % au 31 octobre 2022. Le taux de décaissement devrait passer à 37 % d'ici le 31 janvier 2023, avec un taux de décaissement prévu par pays comme suit : Côte d'Ivoire (41 %) ; Bénin (47 %) ; Nigeria (39 %) ; Gambie (33 %) ; Togo (32 %) ; et Niger (27 %).

16. En ce qui concerne l'utilisation des fonds, pour le premier projet CEA Impact, la performance s'est considérablement améliorée au cours de la période de 6 mois allant de mai 2022 à novembre 2022, les pays individuels enregistrant entre 8 et 13 points de pourcentage d'augmentation. L'utilisation globale des fonds pour le premier projet CEA Impact s'est établie à 34 %. Pour le deuxième projet CEA Impact, la performance moyenne était de 19 %, bien qu'entre mai et novembre 2022, les centres individuels aient enregistré des augmentations de 5 à 9 points de pourcentage.

Réactions aux présentations

17. **Le Ghana (Prof. Mohammed Salifu, membre du CPP) a** soutenu que l'impact de la pandémie COVID-19 était significatif et devrait être à la base de la prolongation du projet. Réagissant à la présentation sur le programme du Prix de Recherche en Innovation des Etudiants (SIRA), le Ghana a rappelé ses réserves antérieures concernant le nombre de prix et la proposition de le réduire pour rendre le programme plus compétitif. Il a été suggéré de discuter d'une manière efficace de procéder en la matière. En ce qui concerne l'accréditation institutionnelle, il a été noté qu'il peut y avoir encore des défis concernant la disponibilité des données, ce qui peut expliquer les faibles performances rapportées. Étant donné qu'il existe de multiples disciplines au sein des institutions, l'accréditation à ce niveau pourrait être délicate et il pourrait être difficile de trouver des agences appropriées. Il a été recommandé de se concentrer sur l'accréditation des programmes. Les collèges d'ingénierie seraient de meilleurs candidats pour l'accréditation institutionnelle.

18. **Le Niger (Prof. Mamoudou Djibo, Ministre de l'enseignement supérieur) a** noté que certains résultats, notamment en ce qui concerne le nombre d'étudiants, la recherche et les infrastructures, n'avaient pas été pris en compte ou n'avaient pas été soumis, ce qui pourrait en partie expliquer les faibles performances du pays. Les défis internes affectant la soumission des résultats sont en cours de résolution. En termes d'accréditation, un décret a été adopté dans le cadre des efforts visant à mettre en place une agence nationale d'accréditation de l'enseignement supérieur qui prendrait en charge toutes les questions d'accréditation. Le travail acharné des équipes nigériennes et les réunions mensuelles de suivi des performances ont été applaudis. En ce qui concerne les défis liés à la passation des marchés, il a été signalé que des concessions pour le projet sont à l'étude pour faciliter la mise en œuvre.

19. **Djibouti (Dr. Fahmi Ahmed, Conseiller - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche)** a souligné qu'à l'approche de la fin du projet, il est très important de considérer l'employabilité et de mettre en place des stratégies de facilitation. Des questions ont été soulevées sur la raison pour laquelle il n'y a pas d'indicateurs connexes dans le cadre du projet et il a été proposé que l'AUA mette en place un Observatoire en collaboration avec le secteur privé pour compléter les efforts de promotion de l'employabilité. Concernant l'accréditation, il a été noté qu'il y a des défis à relever car une agence nationale est en train d'être mise en place. Au sujet de l'extension éventuelle du projet, il a été noté que la pandémie de COVID-19, le fait que certains centres soient très jeunes et d'autres défis pertinents, devraient permettre de prendre une décision favorable à l'extension du projet. Djibouti a plaidé pour que l'AUA soutienne la demande d'extension. Il a également été noté qu'une clarification des propositions de réaffectation et du moment où elles prendront effet, serait très utile pour la planification du reste du projet. Une confirmation était nécessaire pour savoir si les fonds réaffectés seront gardés dans les pays.
20. **Le Togo (Prof. Kwame Kokou, membre du CPP) a** réitéré l'appel à une extension du projet, notant également qu'il est trop tôt pour envisager une réduction des fonds. Si possible, les décisions de retirer des fonds aux centres peu performants et de les réaffecter à des centres plus performants devraient être réexaminées. Le RLD 5.3 a suscité des inquiétudes quant à sa clarté, sa motivation et sa faisabilité. Dans ce contexte et sur la base des plaintes des centres concernant la difficulté de mise en œuvre et la faible performance générale de cet indicateur, le Togo a appelé à une réflexion plus approfondie.

21. **Le Sénégal (Prof. Balde Moussa, Ministre de l'enseignement supérieur)** a besoin de précisions sur l'accréditation, notamment en ce qui concerne les défis. Concernant la passation des marchés, il a été suggéré que les centres pourraient bénéficier de certaines concessions au niveau national pour faciliter la mise en

œuvre des projets. Concernant les réductions de fonds proposées, le Sénégal a recommandé que les centres peu performants soient plutôt aidés à améliorer leurs performances. Des questions ont également été soulevées sur l'avenir des doctorants, et sur les plans visant à les intégrer dans les universités ou à faire en sorte qu'ils restent sur le continent.

22. **Le Bénin (M. Tossou Makpehou Rogatien, représentant du ministre de l'Enseignement supérieur) a** observé qu'il y a un accord général pour l'extension du projet et a demandé que des détails plus clairs soient fournis sur le processus. Concernant les défis, il a été noté que les centres travaillent dur et semblent obtenir de bons résultats pour tous les indicateurs, sauf dans les cas où ils n'ont pas ou ont peu de contrôle, comme dans le cas des achats. Des suggestions ont été faites pour essayer d'harmoniser les mécanismes de passation de marchés de la BM et des pays. Le Bénin a demandé que l'AUA facilite le partage des expériences d'accréditation entre les centres.

23. **La Côte d'Ivoire (Dr. Arona Diedhiou, membre du CPP)** a fait état d'une communication inadéquate des données et d'une communication inadéquate entre les centres, l'AFD et l'AUA, conduisant à des divergences dans les données des différents acteurs. Des appels ont été lancés en faveur d'un dialogue accru entre les parties et une demande de participation de l'AUA aux réunions du comité national d'examen qui se tiennent tous les six mois. Des questions ont été posées sur le protocole de présentation des résultats fiduciaires et des préoccupations générales ont été exprimées quant à la nature et à la portée de ces résultats.

24. **Le Burkina Faso (Prof. Sado Traore, Représentant, Ministre de l'Enseignement Supérieur)** a souligné la nécessité d'une réflexion plus approfondie sur les conséquences de la non-extension du projet, notamment en ce qui concerne la réalisation des objectifs du projet, en mettant l'accent sur les activités qui prennent beaucoup de temps.

25. En réponse aux questions soulevées, la BM a précisé qu'au-delà des chiffres rapportés, il y a beaucoup d'efforts de recherche en arrière-plan avec un impact significatif sur les communautés. Les chiffres aident à identifier les indicateurs peu performants et à justifier l'extension du projet. En ce qui concerne le RLD 5.3 (Entrepreneuriat), la Banque mondiale a noté que les centres devaient développer des modèles d'entrepreneuriat et établir des bureaux de transfert de technologie et des structures liées à l'innovation, mais qu'ils bénéficiaient d'une certaine flexibilité et de plusieurs discussions sur la manière de mettre en œuvre ces activités. Par conséquent, les centres devraient être bien informés de cet indicateur, même s'il a été reconnu que la définition de l'indicateur est intervenue tardivement. L'AUA a également noté que plusieurs sessions cliniques ont été

organisées avec les centres sur ce RLD, que des notes d'orientation claires ont été partagées et que les formulations ont été examinées en profondeur. Les centres sont sur la bonne voie en ce qui concerne la mise en œuvre, mais des examens réguliers seront effectués pour déterminer la voie à suivre. En ce qui concerne la contribution de l'industrie au titre du RLD 5.3, la Banque a observé que de nombreux efforts sont déployés dans ce sens et que l'AUA a entamé le recrutement d'un agent de liaison industriel chargé de mener cette action et d'apporter un soutien plus approfondi aux centres en ce qui concerne les liens avec l'industrie. La qualité des candidats attirés jusqu'à présent a toutefois posé des problèmes et il est donc proposé de consulter le membre du CPP chargé de l'industrie pour qu'il apporte son aide dans le cadre du recrutement d'un candidat. En outre, l'Union européenne a exprimé son intérêt à collaborer avec certains centres sur leurs activités d'entreprenariat et d'innovation, et l'expert en entreprenariat et innovation de la Banque mondiale apporte son aide dans ce domaine.

26. En ce qui concerne les questions d'employabilité, la BM a souligné que le projet leur accorde toute l'attention nécessaire. Dans le cadre de l'ILD 2 (impact sur le développement), les centres sont évalués sur la base de l'emploi de leurs diplômés. En outre, le projet insiste sur les stages en entreprise pour acquérir une expérience pratique. Les centres sont donc tenus de demander l'approbation de leurs hôtes de stage. En outre, une étude de traçage est prévue pour suivre les diplômés dans le cadre du projet. Une société de conseil qui a réalisé une étude similaire dans le cadre du CEA I a déjà été engagée mais le processus a été retardé pour faire place aux processus de vérification précédents. Il est prévu de commencer l'étude en février 2023. Les aspects du projet liés à l'emploi seront bien documentés et les informations seront disponibles sur le site web du projet.

27. Concernant les préoccupations relatives à SIRA, la BM a noté que les détails du Programme ont été partagés avec le CPP mais qu'il y a eu peu de retour. En termes de catégorisation, le système semble bon mais il y a encore des possibilités d'amélioration et l'AUA devrait reprendre la conversation avec le CPP sur les améliorations possibles. Des informations supplémentaires de l'AUA ont noté qu'il y a 5 domaines thématiques, ce qui explique pourquoi il y a 15 prix (3 par thème). L'édition 2022 est un événement pilote et les leçons tirées serviront de base aux éditions futures. L'AUA travaillera en étroite collaboration avec le membre industriel du CPP sur ce point.

28. Concernant l'accréditation, la BM a convenu que l'accréditation des programmes était plus facile, mais a également noté qu'environ 5 institutions ont déjà passé par l'auto-évaluation / évaluation des lacunes vers l'accréditation institutionnelle internationale et peu de plaintes ont été enregistrées jusqu'à présent. Les

évaluations ont mis en évidence de nombreuses lacunes qui doivent être comblées avant le processus d'accréditation au niveau international, qui prend entre 18 et 24 mois. En ce qui concerne le Nigeria, les décaissements n'ont commencé qu'en 2021, et le processus est maintenant lancé. Sur la base des objectifs du projet, si 4 ou 5 institutions obtiennent l'accréditation internationale, il s'agirait d'une réalisation importante. Cependant, le statut de cet indicateur sera revu pour tous les pays et si une extension est accordée, les fonds associés pourront être réaffectés si nécessaire. Indépendamment de la manière dont les fonds sont réaffectés dans le cadre de ce RLD, il est fortement recommandé que le CPP continue d'encourager toutes les institutions à poursuivre le processus d'accréditation institutionnelle, qui apporte une valeur ajoutée significative au secteur de l'enseignement supérieur en Afrique. Pour les institutions qui sont déjà avancées dans le processus, il serait bon qu'elles le concluent, car de nombreuses leçons peuvent être tirées de l'exercice, en particulier sur la façon dont les données sont gérées.

29. La BM a indiqué que parmi les pays, seuls le Niger et la Gambie bénéficient de réunions mensuelles régulières pour les aider à améliorer leurs performances. La Gambie a fait beaucoup de progrès grâce à ces réunions. Pour le Niger, la composition de l'équipe du projet a été un défi. L'absence de personnel essentiel pour les fonctions de passation de marchés, de gestion financière, et, de suivi et évaluation a entraîné la soumission tardive des résultats. De manière générale, certains pays ont connu un problème de faible capacité. Ceci, associé à un mauvais travail d'équipe et à l'attrition du personnel, a eu un impact négatif sur la mise en œuvre du projet. Au Niger, il est nécessaire de renforcer l'équipe et de s'assurer que tous les membres jouent le rôle attendu. La passation de marchés au Niger a également été problématique. Tous les pays participant au projet, à l'exception de la Gambie, utilisent leurs politiques nationales respectives en matière de passation de marchés, du coup, les défis se situent essentiellement au niveau national. La bureaucratie et l'ingérence des organes gouvernementaux entraînent des retards et certaines concessions sont nécessaires pour accélérer les processus.

30. En ce qui concerne la soumission des données, les délais sont applicables à tous les centres. Les soumissions tardives peuvent signifier que les résultats ne sont pas vérifiés et donc, ne sont pas payés. Cela peut expliquer pourquoi des résultats peuvent être atteints mais ne figurent pas dans les rapports de performance, car les résultats ne sont calculés qu'après avoir été vérifiés. En ce qui concerne la question de l'extension du projet COVID-19, il a été noté que puisque tous les centres (à la fois les plus performants et les moins performants) ont été affectés, il devrait y avoir d'autres conditions substantielles pour justifier une extension. En réponse aux questions concernant les propositions de réaffectation, la BM a

expliqué que pour les centres du 1er CEA Impact, les propositions ont été approuvées et les décisions communiquées lors des récentes tables rondes. La table ronde de Djibouti n'a pas encore eu lieu, ce qui explique le manque d'informations. La BM a salué l'idée d'un observatoire de l'emploi, notant que cela relève du RLD 5.3 et que les pays intéressés peuvent s'en saisir en collaboration avec l'industrie. Des plates-formes pourraient être créées pour faciliter les engagements de l'industrie à l'échelle de l'université.

31. En ce qui concerne les inquiétudes relatives à d'éventuelles réductions de fonds, la BM a expliqué qu'il était essentiel d'éviter que des fonds ne soient inutilisés à la fin du projet, car cela indiquerait que le secteur de l'enseignement supérieur de la région n'est pas en mesure d'absorber les fonds. Il est donc conseillé de réaffecter les fonds à des centres plus performants qui peuvent les utiliser au cours de la période du projet, plutôt que de les renvoyer à la Banque. C'est ce qui a été fait dans le cadre du CEA I et qui a permis aux pays de gagner jusqu'à 90 % du total de leurs allocations. Cette pratique est également conforme à la politique du projet qui consiste à récompenser les bonnes performances. Il a été clarifié que les fonds liés restent dans le même pays.

32. En ce qui concerne l'extension du projet, la BM a expliqué que tout pays participant devrait envoyer des demandes formelles à la Banque et que celles-ci seraient examinées à la lumière des décisions de l'examen à mi-parcours. Le 1er Projet CEA Impact a suivi le processus et des lettres types sont disponibles et seront partagées avec les autres centres. L'équipe de projet de la Banque mondiale devra ensuite rédiger un document de restructuration détaillant tous les changements, réaffectations et ajustements proposés pour les objectifs du projet. Cette restructuration sera suivie de réunions avec les équipes de gestion des pays pour discuter du processus ; des discussions avec l'Unité régionale de la Banque, puis la soumission formelle de la demande d'approbation de la Banque mondiale. Il a été souligné que la prolongation, si elle était accordée, serait probablement neutre du point de vue budgétaire, aucun fonds supplémentaire n'étant alloué, sauf ce qui reste après la mise en œuvre des décisions à mi-parcours. Essentiellement, la prolongation donnerait le temps d'achever toutes les activités en cours à un rythme accéléré et dans le délai de grâce. Quant aux implications d'une absence de prolongation, la BM a indiqué que beaucoup de travail a été fait pour justifier une prolongation. Cependant, il est nécessaire de démontrer que la capacité existe pour achever toutes les activités du projet au cours de la période d'extension. L'élément de capacité doit être mis en évidence dans l'aide-mémoire de chaque pays destiné à la Banque mondiale, afin de justifier les activités spécifiques à mettre en œuvre dans le délai supplémentaire accordé par l'extension.

33. En ce qui concerne l'harmonisation de la passation de marchés entre le monde et les pays individuels, la BM a noté qu'elle organise des événements de renforcement des capacités et qu'elle discutera avec les équipes de gestion des pays de la possibilité pour les centres de bénéficier de ces événements s'il y a un fort intérêt. Contribuant à la discussion, le Secrétaire Général de l'AUA a proposé la création de groupes d'anciens élèves pour faciliter le suivi des diplômés. Les docteurs produits dans le cadre du projet pourraient également aider à relever le défi du vieillissement du corps professoral. Il a noté que les docteurs ont également un impact sur le développement grâce à leurs recherches. Il a fait part des préoccupations des forums de l'Union africaine concernant l'absence d'un organisme régional d'accréditation dans le cadre du projet CEA Impact et de l'espoir que l'Agence panafricaine d'accréditation proposée, soit reconnue par la BM dans le cadre du projet. Il a proposé que l'AUA fournisse un forum pour le partage des expériences d'accréditation de programmes entre les pays du projet. La BM a expliqué que les agences d'accréditation approuvées ont été sélectionnées sur la base de leurs antécédents dans le temps. Le CAMES est reconnu dans le cadre du projet comme un accréditeur régional. Il est nécessaire de se mettre d'accord sur les indicateurs pour qualifier les agences. En ce qui concerne l'Agence panafricaine d'accréditation, des discussions supplémentaires seront nécessaires pour comprendre son mandat et sa portée. C'est une bonne initiative mais elle arrive trop tard pour que les centres CEA Impact puissent en bénéficier.

34. En réponse aux questions soulevées par la Côte d'Ivoire, l'AFD a noté que la collaboration avec l'AUA s'est considérablement améliorée et a soutenu l'idée que l'AUA participe aux réunions d'examen nationales en tant qu'observateur. La réunion de la table ronde n'a pas pu se tenir avant l'atelier régional comme prévu et des efforts sont nécessaires pour s'assurer que le timing est respecté. L'AUA a précisé que toutes les informations sur les projets sont collectées via la plateforme numérique, quel que soit le sponsor. Elles sont vérifiées et les résultats sont partagés avec les centres pour confirmation avant d'être communiqués à l'organisme de financement concerné et au CPP. Les lettres de décaissement sont ensuite émises sur la base des informations convenues. L'AUA a accepté de tenir des réunions mensuelles avec les centres de l'AFD et de la Côte d'Ivoire et s'est engagée à soutenir tous les centres de manière égale.

Décisions/Résolutions clées

Suite aux discussions, l'AUA a convenu de

- **faciliter le partage d'expériences en matière d'accréditation entre les centres**
- **participer aux réunions semestrielles du comité national d'examen de la Côte d'Ivoire**

- **documenter, en collaboration avec la Banque mondiale, les aspects du projet liés à l'emploi et les mettre à disposition sur le site web du projet.**
- **reprendre la conversation sur SIRA avec le CPP pour obtenir des indications sur les améliorations possibles lors de la prochaine série d'attributions.**

Mise à jour de l'AFD

35. L'AFD a indiqué que dans le cadre du projet ACE Partner, 4 réseaux thématiques inter CEA (sur l'*exploitation minière responsable et le développement durable*, la *gestion durable de l'eau*, la *science et la technologie numériques*, et les *maladies infectieuses)*, sont soutenus. Les réseaux comprennent 21 centres dans 8 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Niger et Nigeria) et ont pour objectif de (i) traiter les principaux problèmes de développement (ii) de créer un programme d'enseignement supérieur commun pour répondre aux besoins d'expertise locale ; et (iii) établir une communauté de connaissances liée au secteur socio-économique. Ces objectifs seront atteints grâce à la recherche scientifique, aux programmes de formation, au partage des meilleures pratiques, à la génération de ressources et aux liens entre le monde universitaire et le secteur socio-économique. Les principaux résultats obtenus jusqu'à présent sont les suivants : 54 boursiers (44 PhD et 8 MSc) ; 9 programmes de recherche régionaux ; 135 actions de proximité ; 26 articles scientifiques dans le journal Web of Science ; 10 ateliers thématiques et plus de 30 ateliers internationaux. Les domaines d'impact atteints comprennent : la création d'incubateurs d'entreprises ; l'organisation de sessions de formation ; la création de programmes de formation ; le lancement de plusieurs appels à propositions ; et la génération de plus de 4 millions d'euros en financement de projets. Les événements importants pour 2023 et les partenaires ont été présentés. Les perspectives comprennent des collaborations avec des acteurs scientifiques de premier plan en Afrique de l'Ouest, une approche multidisciplinaire et multi-acteurs au niveau régional, des partenariats nord-sud, des infrastructures et des équipements modernes, et des relations avec la diaspora. Au titre des collaborations, il y a le plaidoyer avec l'Union européenne (UE) dans le cadre du Sommet UE/Union africaine ; les propositions conjointes dans le cadre du programme Erasmus+ et les événements conjoints tant au niveau régional qu'international.

Mise à jour du Fonds régional de Bourses d'Etudes et d'Innovation (RSIF) du PASET

36. L'initiative RSIF se concentre sur la création d'écosystèmes durables de recherche et d'innovation pour la formation doctorale en vue du développement de l'Afrique, avec une attention particulière pour la science, les femmes et les groupes défavorisés. Les domaines d'intervention comprennent des bourses d'études, des

subventions de recherche et d'innovation, et un fonds de dotation pour la durabilité au-delà des dates de fin de projet actuelles (décembre 2023 pour le premier CEA Impact et juin 2024 pour le deuxième CEA Impact). Les étudiants bénéficiaires passent entre 6 et 24 mois dans une institution avancée pour accéder aux installations de pointe et au mentorat. À ce jour, 291 bourses de doctorat ont été accordées à 4 cohortes d'étudiants dans 15 institutions hôtes africaines et 22 universités partenaires internationales, et plus de 3,2 millions USD a été dépensé pour 44 subventions de recherche et d'innovation dans 7 pays subsahariens. Environ 3,1 millions de dollars (26%) des fonds engagés par les pays du CEA Impact (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Nigeria et Sénégal) ont été reçus. Le Nigeria vient de procéder à son premier décaissement de 904 000 USD suite à des retards dans la levée des conditions de décaissement, et le programme est en bonne voie au Burkina Faso malgré les récents défis politiques. Sur les 120 étudiants parrainés par les pays de l'Initiative CEA, 111 sont accueillis dans les centres de l'Initiative CEA et suivent des programmes dans les domaines des *TIC*, de l'*énergie*, de la *sécurité alimentaire et de l'agroalimentaire*, des *mines, des minéraux et des sciences des matériaux*, ainsi que du *changement climatique*. Un total de 97 publications a été produit par les étudiants du RSIF dans les institutions hôtes africaines. Neuf (9) des étudiants de la Cohorte 1 ont terminé leur programme, certains d'entre eux ayant obtenu des bourses de voyage et de recherche. À ce jour, les fonds engagés par les pays africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Sénégal), la Corée du Sud, l'Union européenne et la Banque mondiale s'élèvent à 54,7 millions de dollars et d'autres fonds sont attendus d'autres sources. Les pays ont été encouragés à offrir davantage de possibilités aux étudiants de contribuer aux institutions nationales et à envisager des contributions directes supplémentaires au RSIF. Les prochaines étapes clés comprennent l'invitation des pays non-PASET à se joindre à l'initiative ; la discussion avec les pays et la BM sur la façon d'aligner les dates de fin de projet et l'achèvement des étudiants ; l'invitation des pays membres aux prochaines réunions de gouvernance du PASET à Kigali, Rwanda (janvier 2023) ; et l'invitation de tous les pays ayant un impact sur le CEA à la prochaine conférence du RSIF prévue à Dakar, Sénégal.

Discussions

37. Au cours de la discussion, le Nigéria a fait part de ses préoccupations concernant (i) la disponibilité des fonds et les modalités de transfert des fonds après la fin du projet CEA Impact; et (ii) le sort des étudiants du RSIF qui termineront leurs programmes après 2025 et; les mesures visant à garantir que les diplômés du RSIF restent en Afrique. Le Nigeria il a aussi demandé des éclaircissements sur le pourcentage de non-nationaux devant bénéficier des contributions des pays. Le Ghana a réitéré la question sur le quota de bénéficiaires non nationaux et a

demandé des éclaircissements sur ce qu'il advient des fonds non engagés et non déboursés après la clôture du projet.

38. En ce qui concerne les implications après la clôture du projet RSIF, il a été expliqué que le projet devait initialement se terminer en juin 2024 mais qu'il a été prolongé pour répondre à des préoccupations similaires. Actuellement, il y a une grande campagne de mobilisation des ressources, y compris la création d'un fonds de dotation. Ce dernier processus a connu des retards importants et n'a pas généré suffisamment de fonds pour gérer le programme. Des discussions sont en cours avec des financiers, et il est prévu que tous les étudiants terminent leur programme d'ici 2028. Les pays peuvent être tenus d'effectuer des paiements administratifs pour couvrir les frais généraux pendant le temps supplémentaire après la clôture du projet. Alternativement, et en dernier recours, le programme peut être confié aux universités pour gérer les étudiants restants. En ce qui concerne le quota de nationaux et de non-nationaux, il a été précisé que 80 % des fonds sont destinés aux étudiants nationaux et 20 % aux non-nationaux. Aucun pays n'est lésé car les pays bénéficient les uns des autres. L'intégration du RSIF dans le projet CEA Impact vise à garantir que les diplômés restent sur le continent. Des conférences régulières d'étudiants et d'autres forums aident également à ancrer les étudiants et jusqu'à présent cette approche a été couronnée de succès. En ce qui concerne les fonds engagés par rapport aux fonds reçus, il a été noté que les fonds sont libérés selon le plan de travail et que les fonds restants sont avec les financiers tandis que les contributions des pays viennent directement à icipe (unité régionale de facilitation du RSIF). Dans le cas du Nigeria, une extension est en cours de discussion pour s'assurer que le RSIF s'aligne au projet CEA Impact et que les fonds soient disponibles pour le premier. Il a été expliqué que l'approche consistant à faire financer un projet par un autre n'est pas typique et qu'il est donc nécessaire de trouver la meilleure façon de gérer cette situation, surtout si le projet du CEA Impact n'est pas prolongé.

Décisions/résolutions clées

- **La BM doit élaborer des modalités pour assurer la continuité du système PASET-RSIF, en particulier si l'extension du projet CEA Impact n'est pas accordée.**

Session avec les Chefs de Centre

39. **Le Nigéria** (ACEPHAP/ Point focal) a cité les interruptions du calendrier académique dues aux actions de grève, notant également leur effet négatif sur le recrutement d'étudiants régionaux. L'éducation numérique a été proposée comme solution - elle permettrait de poursuivre l'apprentissage et l'enseignement à distance. Le décaissement tardif des fonds du projet signifie que la mise en œuvre n'était possible que par le biais d'un préfinancement. Les centres qui ne

pouvaient pas préfinancer ont donc souffert. La situation sécuritaire dans le pays est également peu attrayante pour les étudiants régionaux, tandis que l'augmentation des taux d'inflation a nécessité des ajustements aux budgets du plan de travail et aux étapes de l'infrastructure. Les flux de trésorerie et la hausse des taux de change constituent également des défis importants. En outre, les politiques financières fréquentes et incohérentes au niveau de la banque centrale ont affecté les décaissements et les flux de trésorerie. À l'avenir, quelles sont les mesures à prendre pour contourner ces problèmes ? Faut-il augmenter les investissements dans l'éducation numérique ? L'absence de motivation financière pour les fonctionnaires du projet est également un défi car leur participation au projet implique des responsabilités supplémentaires au-delà de leurs fonctions primaires. Des questions ont été soulevées quant à la manière dont les leçons tirées de l'expérience serviront aux projets ultérieurs. Des préoccupations ont également été exprimées quant à la faible, voire l'absence totale, de collaboration au sein des projets de la BM. Bien qu'il existe de nombreux projets de santé de la BM au Nigeria, il n'y a pas de collaboration entre ceux-ci et les centres de santé du CEA Impact, une situation qui n'augure rien de bon pour la durabilité. Il devrait y avoir plus d'efforts au niveau de la BM pour faciliter ce type de coopération. Sans une extension, les activités du projet en matière d'accréditation et d'infrastructure risquent de ne pas être achevées. Une prolongation de 24 mois devrait être envisagée. Il a également été recommandé de faire appel à l'expertise de plusieurs pays.

40. **Le Togo** (CERSA) a souligné les problèmes de trésorerie et a fait remarquer qu'étant donné l'absence d'un mécanisme d'avance de fonds au niveau de la BM, et le fait que le décaissement est déclenché par les résultats, il serait utile que les pays respectifs puissent avancer des fonds pour la mise en œuvre du projet contre un remboursement une fois les décaissements reçus. Le Togo avait auparavant des problèmes de passation de marchés, mais ceux-ci ont été résolus avec l'aide de la BM.

41. **Le Niger** (MS4SSA) a noté que ses trois centres étaient à 0 % en matière d'infrastructure (RLD 4.3) en raison de difficultés liées à la passation de marchés et a appelé le gouvernement à accélérer les processus correspondants. Il a été souligné que le projet est évalué non seulement au niveau du centre mais aussi au niveau national et que le défi affecte à la fois l'utilisation des fonds et la mise en œuvre du projet. En ce qui concerne l'accréditation, il a été observé qu'étant donné que toutes les étapes sont liées, le défi de l'accréditation nationale affecte les progrès. Le gouvernement du Niger a été appelé à faciliter les processus au niveau national. Les 3 centres sont nouveaux et il n'y a donc pas de centre expérimenté renouvelé pour apprendre. Les centres bénéficieraient d'une assistance supplémentaire de la part des équipes de projet de l'AUA/BM pour

compléter les efforts du ministère sectoriel, notamment en ce qui concerne les achats, l'accréditation et la supervision des doctorants.

42. **Djibouti** (membre de CEALT/ CPP) a signalé des difficultés liées aux revenus générés car ils vont à l'institution hôte et non directement au centre. Il a été suggéré d'augmenter le nombre de cycles de vérification par an afin d'accroître les décaissements et de résoudre les problèmes de trésorerie. Les centres étant nouveaux et sans expérience préalable, il leur a fallu un certain temps pour comprendre le projet et s'y adapter, ce qui a entraîné certains retards. Une prolongation serait nécessaire pour garantir l'achèvement de toutes les activités. Les activités liées à l'infrastructure ont subi quelques retards en raison de la lenteur de certains processus d'approvisionnement. Djibouti a egalement noté le besoin d'une politique de soutien pour assurer l'assistance du ministère sectoriel. Il a été suggéré que l'AUA intervienne pour faciliter la mise en œuvre des activités liées aux infrastructures.

43. **La Guinée** a soulevé des problèmes concernant la bureaucratie dans les processus nationaux de passation de marchés et les retards qui en découlent dans la mise en œuvre du projet, et a demandé l'intervention de la BM. Les changements de leadership au niveau du secteur, dans ce cas, 4 fois en l'espace de 18 mois, ont également contribué aux retards. Il a été observé que si les acteurs peuvent changer, les politiques et les mécanismes doivent rester les mêmes. Il a été suggéré que la BM discute avec les gouvernements pour stabiliser les mécanismes car les problèmes sont essentiellement dus à la bureaucratie. Ils ont demandé une assistance pour accélérer la mise en œuvre des projets et utiliser les fonds du projet. Les problèmes de passation de marchés ont eu un effet négatif sur l'utilisation des fonds. Il a été proposé que la BM traite les problèmes de passation de marchés au cas par cas et que des mesures soient mises en place pour faciliter la mise en œuvre des activités du projet si l'extension est accordée.

44. La **Côte d'Ivoire** a indiqué que grâce à l'intervention de l'AFD en collaboration avec le Comité National de Revue (CNR) et le Ministère des Finances, tous les centres ivoiriens bénéficient désormais de certaines exonérations fiscales. Il a été noté qu'il y avait eu des problèmes de décaissement et d'utilisation des fonds au niveau du pays mais que cela a été partiellement résolu suite à des réunions entre le NRC et l'accord entre tous les comptables associés au projet sur certaines concessions pour faciliter les décaissements. Essentiellement, le budget du projet a été intégré dans le budget national et un processus a été convenu pour accélérer les paiements. Concernant l'accréditation nationale, il a été proposé qu'avec l'approbation de la BM et de l'AUA, les pays qui n'ont pas d'agences d'accréditation nationales puissent utiliser les agences d'autres pays. Cela

permettrait de promouvoir le partage des aptitudes et des compétences non seulement entre les pays mais aussi entre les centres.

45. **Le Sénégal** a noté que tous les centres ont eu des problèmes de passation de marchés à un moment ou à un autre et a noté qu'une solution était de recruter des spécialistes de la passation de marchés sur une base temporaire ou permanente, avec l'approbation de la BM. En ce qui concerne l'extension du projet, il a été rappelé à la BM que les fonds du projet font partie d'un portefeuille global et que, par conséquent, les situations nationales spécifiques doivent être prises en compte lors de la décision d'extension.

46. **La Gambie** a noté qu'ils ont une situation particulière étant donné qu'ils ont commencé en tant qu'acheteur de services sous le premier CEA. Compte tenu de l'engagement antérieur avec la BM dans le cadre du CEA I, les problèmes d'approvisionnement ont été largement résolus. La BM a été très utile en organisant régulièrement des réunions mensuelles pour améliorer les performances. Ces réunions mensuelles devraient se poursuivre en 2023.

47. La BM a noté que l'interaction est également destinée au partage d'expériences sur les questions relatives à la sécurité, à la durabilité et aux marchés publics. En ce qui concerne les questions de flux de trésorerie, la BM a accepté d'examiner les dispositions et d'explorer la possibilité, en particulier en ce qui concerne les résultats des non-étudiants. Elle a noté que le processus de vérification des résultats est très engageant. Actuellement, les lettres de décaissement sont envoyées et il est prévu d'en envoyer une autre série d'ici fin janvier 2023. Il y a cependant des inquiétudes quant au faible taux d'utilisation des fonds (fonds dépensés sur le total des fonds alloués) pour certains centres, en partie à cause des problèmes d'approvisionnement. L'AUA s'est engagée à vérifier tous les résultats qui ne nécessitent pas l'intervention de tierces parties pour permettre une deuxième série de décaissements.

48. En réponse aux défis de la passation de marchés, le spécialiste de la passation de marchés de la BM a noté des améliorations substantielles à venir. Des sessions sont organisées pour traiter les problèmes soulevés en collaboration avec le spécialiste des marchés publics de l'AUA. Les audits de passation de marchés qui ont été entrepris ont identifié certains des problèmes soulevés. Ceux-ci et les solutions/conseils correspondants seront partagés avec les centres. Des sessions individuelles sont également prévues pour aborder les défis spécifiques aux centres. Les défis sont essentiellement liés à la faible capacité et à la bureaucratie inutile au niveau du gouvernement. Des examens approfondis au cas par cas sont prévus. Il a été suggéré d'organiser des sessions similaires pour aborder les défis liés aux garanties environnementales et sociales.

49. Au cours de la discussion, le Togo a suggéré que des efforts soient faits pour harmoniser le salaire des spécialistes dans le cadre du projet afin de résoudre le problème du personnel du projet qui part pour des pâturages plus verts. Le Niger a rapporté avoir perdu à la fois ses financiers et ses auditeurs internes au profit d'emplois plus rémunérateurs de la BM, bien que les salaires soient harmonisés. Dans les deux cas, la BM a fourni une "non-objection". Il a été suggéré que pour la réussite du projet, la BM devrait reconsidérer l'approbation de telles démissions. Des questions ont été posées sur les politiques de la BM en matière de rémunération des spécialistes.

50. La BM a applaudi la proposition d'aider d'autres centres ou pays, notant que cela est conforme à l'esprit du projet en tant qu'initiative régionale. Les parties intéressées devraient se mettre en contact avec la Banque pour obtenir un soutien et faciliter ce processus. La BM a signalé une augmentation des demandes de collaboration avec le projet CEA Impact. En ce qui concerne la rotation du personnel, il a été noté que dans certains cas, le personnel concerné est parti pour des raisons autres qu'une rémunération plus élevée. Il a été signalé que le personnel s'est vu refuser l'accès au portail de connexion des clients. Il est essentiel que les centres concernés découvrent la véritable raison pour laquelle le personnel s'est désengagé. Concernant la réduction des fonds, la BM a assuré que les décisions seront réexaminées d'ici décembre 2022 en fonction des données de performance actualisées. Les questions relatives à la passation de marchés et aux sauvegardes seront abordées lors de sessions spécifiques pendant l'atelier régional. En outre, la BM et l'AUA profiteront de missions de supervision au début de l'année 2023 pour aborder les questions connexes.

Décisions/résolutions clées

- **La BM doit mettre en place des mesures pour encourager/promouvoir la collaboration entre les projets financés par la BM au niveau national et les centres CEA Impact concernés.**
- **La Banque mondiale doit poursuivre les discussions avec le Niger afin de mieux comprendre les défis qu'il doit relever en matière d'approvisionnement et de personnel.**
- **L'AUA doit intervenir pour faciliter les activités liées à l'infrastructure**
- **La BM/l'AUA doivent traiter les problèmes de passation de marchés au cas par cas.**

PROCÈS-VERBAL DE LA HUITIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET (Niveau Représentatif)
14 novembre 2022
Banjul, Gambie

MODERATEUR : DR. YUSUPHA TOUREY

Vue d'ensemble

1. La réunion du Comité de Pilotage du Projet (CPP) a débuté à 15h GMT pour discuter davantage des questions découlant des discussions ministérielles et recevoir des mises à jour sur les activités des différents comités d'examen nationaux.

Examen et adoption du procès-verbal de la septième réunion du CPP :

2. Le président a indiqué que le procès-verbal de la 7e réunion du CPP avait déjà été transmis par courrier électronique au comité pour qu'il fasse part de ses commentaires et a demandé des commentaires supplémentaires. Par la suite, le procès-verbal a été adopté sous réserve de l'amendement suivant :
   - Paragraphe 29 (ligne 3) de la version française : Remplacer " troubles " par " changement " pour que la phrase se lise comme suit : " ... changements politiques dans des pays comme le Burkina Faso et la Guinée ".

Tables rondes sur les Réunions d'Examen national

3. **Le Bénin** a indiqué que les performances du CEA-SMIA étaient louables, ce qui n'est pas surprenant étant donné qu'il s'agit d'un centre renouvelé. Pour résoudre les problèmes d'approvisionnement, une réunion a eu lieu le 5 août en présence du recteur de l'université où Il a été convenu d'embaucher un autre spécialiste de l'approvisionnement qui sera l'agent principal à l'avenir. La signature de ce contrat est en cours. On s'attend à ce que les performances des deux autres centres (C2EA et CoE_EIE) s'améliorent étant donné que les problèmes d'approvisionnement ont été cités comme la raison des faibles performances actuelles. Il a également été convenu de mettre en place un calendrier de suivi régulier afin de permettre une détection et une résolution rapides des problèmes. La réunion a également convenu de la distribution des fonds non alloués.

4. **Le Burkina Faso** a organisé sa réunion en juin 2022 sous la présidence du secrétaire général du ministère de l'enseignement supérieur. Des représentants des ministères de l'économie et des finances étaient également présents. Plusieurs questions ont été abordées, notamment les défis liés à la passation des marchés, les faibles taux d'utilisation des fonds, les faibles taux de décaissement, le faible nombre de publications de recherche et la lenteur des

progrès des activités d'entrepreneuriat et d'innovation. En outre, la réunion a examiné et approuvé les plans de travail annuels et a commandé un audit dont le rapport a été communiqué à la Banque mondiale. Le comité a également participé à des programmes conjoints des centres. Le comité a convenu de se réunir à nouveau en décembre 2022.

5. **Côte d'Ivoire** a indiqué que l'AFD a continué à travailler avec le Comité National de Revue (CNR) et le Ministère des Finances pour soutenir le projet. Les questions abordées lors de la réunion précédente concernent le processus de vérification des résultats fiduciaires des centres, les faibles taux de décaissement et les faibles taux d'utilisation des fonds. Il a été demandé que l'AUA soit également présente lors des prochaines réunions. Les discussions de la prochaine réunion porteront sur la distribution des fonds non alloués du pays.

6. **Djibouti** a indiqué que la réunion précédente de son comité national avait discuté de plusieurs défis, notamment des problèmes liés à la passation de marchés, des retards dans les travaux de génie civil et des difficultés concernant plusieurs indicateurs liés à une forte présence des docteurs, tels que les publications de recherche. Malgré sa faible performance, il y a des preuves d'une amélioration modérée dans plusieurs activités du projet, notamment le lancement d'un deuxième appel à propositions de recherche, l'accréditation de certains programmes de maîtrise et le recrutement continu d'étudiants régionaux.

7. **La Gambie** a organisé deux réunions au cours de la période couverte par le rapport (La dernière réunion a eu lieu en août 2022) afin d'examiner l'état d'avancement du projet. Lors de la réunion, ils se sont mis d'accord sur les termes de référence pour le recrutement de nouveaux agents (y compris un gestionnaire de projet, un agent de suivi et de l'évaluation et d'autres personnels pour compléter l'équipe) pour l'unité de mise en œuvre suite à une "non-objection" de la Banque mondiale. Ils ont également pris des décisions concernant la construction de l'université et ont examiné les progrès réalisés dans la transformation de l'Institut de formation technique de Gambie (GTTI) en Université des Sciences, de l'Ingénierie et de la Technologie (USET). Le contrat pour la construction de l'université est à un stade avancé et le processus d'appel d'offres est en cours. Des réunions de collaboration sont prévues pour assurer un leadership approprié du centre.

8. **Le Ghana** a observé qu'il entretient des relations très étroites avec les 9 centres. Les activités récentes comprennent, l'achat d'équipements de communication pour faciliter la coordination et la supervision des activités du Comité National de Revue. Comme le montrent les mises à jour de l'AUA et de la BM, les 9 centres

affichent des performances honorables sur tous les plans - décaissement, mise en œuvre et réalisation des Indicateurs Liés au Décaissement (ILD) - et des progrès ont été réalisés depuis le dernier rapport. Les domaines de forte performance comprennent les revenus externes, les publications de recherche et les progrès vers un impact sur le développement. Il y a toutefois quelques sujets de préoccupation concernant les performances en matière de stages, où le placement des étudiants en biomédecine s'est avéré difficile. Les résultats obtenus dans le cadre de l'accréditation institutionnelle et des stratégies régionales institutionnelles sont à la traîne et devraient être améliorés. Le Ghana souhaiterait une extension sans frais, mais il est actuellement dans une logique de "non extension" et les préparatifs en vue de la clôture du projet sont en cours.

9. **La Guinée** a noté que son comité national d'examen a été formalisé à la suite de la dernière réunion du CPP. Les membres qui avaient quitté leur poste ont dû être remplacés. Une réunion est prévue plus tard après la réunion actuelle du CPP. Le principal défi pour les deux centres reste la passation de marchés, et il a été signalé que le traitement des documents de passation de marchés prend beaucoup de temps du côté du ministère des finances et de la planification économique. Il a été convenu de discuter des solutions spécifiques à l'approvisionnement lors des différentes sessions et cliniques d'approvisionnement au cours de l'atelier.

10. **Le Niger** a noté a tenu deux réunions du Comité de Pilotage National au cours de la période de référence, l'une au début du mois de septembre et l'autre au début du mois de novembre. Ces réunions ont permis de discuter des défis actuels liés à la dotation en personnel, aux publications de recherche, aux inscriptions au doctorat et à l'accréditation internationale. Le Niger a noté les performances généralement faibles de ses 3 centres et a observé que, bien que la moyenne nationale soit basse, les centres ne sont pas égaux et leurs performances varient. Ils ont reconnu la réduction potentielle d'un million de dollars US pour le CERPP afin d'assurer l'utilisation complète des fonds avant la fin du projet et ont observé que cette dernière décision avait été basée sur la performance lors de la dernière réunion du CPP au Bénin. Des réunions ont eu lieu avec le ministère pour discuter des raisons et des défis associés et, par la suite, le directeur des marchés publics a confirmé qu'il était prêt à soutenir les centres. Deux agents (Finances et Marchés publics) ont démissionné et devront être remplacés. Dans ce contexte, le Niger aurait besoin d'une prolongation pour permettre à ses centres de terminer leurs activités et de gagner les fonds alloués correspondants. Il a été noté que c'est la première fois que l'Université du Niger bénéficie d'un financement de la BM - les centres sont donc en phase d'apprentissage.

11. **Le Nigeria** a indiqué que ses réunions d'examen nationales se tiennent généralement un mois avant chaque réunion du CPP. La dernière réunion a permis de discuter de l'état d'avancement des projets, des réalisations et des défis. De manière générale, des progrès significatifs ont été réalisés depuis la dernière réunion. En général, il y a eu des progrès significatifs depuis la dernière revue. Des experts locaux ont été engagés pour travailler en partenariat avec les experts en la matière de l'AUA, ce qui contribue à l'avancement de la mise en œuvre du projet et à la résolution des problèmes locaux. Des centres d'excellence supplémentaires dans les domaines de la passation de marchés, des sauvegardes sociales et d'autres domaines ont été mis en place grâce à un financement de la Banque mondiale et du Fonds fiduciaire pour l'éducation tertiaire. Les centres supplémentaires sont hébergés dans les universités hôtes du CEA Impact, ce qui permet une fertilisation croisée. Des progrès significatifs ont été réalisés, notamment (i) des progrès dans la résolution des goulots d'étranglement en matière de passation de marchés ; (ii) l'installation d'équipements éducatifs numériques, y compris des systèmes d'information de gestion et des applications anti-plagiat ; (iii) le développement a été installé dans de nombreux centres ; l'élaboration d'une politique en matière de harcèlement sexuel a été élaborée à la Commission Nationale des Universités (NUC) ; (iv) des ateliers ont été organisés pour renforcer les capacités en matière de passation de marchés, de suivi et d'évaluation, de gestion financière et de gestion de projet, entre autres ; et (v) des progrès significatifs ont été réalisés dans le cadre du RSIF avec l'icipe, notamment le premier décaissement du PASET en novembre, d'un montant de 904 000 USD. Des défis ont été relevés, notamment l'impact continu de la grève de huit mois dans les universités nigérianes, l'agitation accrue des fonctionnaires de projet pour des incitations financières supplémentaires compte tenu de leur charge de travail élevée, l'attrition des étudiants et les difficultés de placement des stagiaires. Il a également été noté que la tension inflationniste du marché actuel et les problèmes liés au taux de change ont bouleversé les budgets des centres et nécessité des ajustements de leurs plans de travail annuels. Toutefois, le problème majeur a été le démarrage tardif du projet au Nigeria. Les projets n'étant actifs que depuis 11 mois, on ne peut pas dire qu'ils sont à mi-parcours. Les projets ne sont actifs que depuis 11 mois et on ne peut donc pas dire qu'ils soient à mi-parcours ; les performances sont évaluées après moins d'un an de mise en œuvre alors une prolongation de 24 mois sera nécessaire pour éviter le problème des projets abandonnés. Des visites de haut niveau sur le terrain sont prévues pour début 2023 afin d'aider à résoudre les problèmes au cas par cas et le NUC devrait lancer un audit des achats pour tous les centres (ceci avait été reporté en raison des retards de décaissement). Le Nigeria a demandé que des mesures soient prises pour minimiser les effets négatifs potentiels de la clôture du projet, avertissant que la réalisation des objectifs du projet pourrait être affectée.

12. **Le Sénégal** a souligné ses réalisations depuis la dernière réunion du CPP (notamment l'augmentation des revenus générés et vérifiés pour AGIR). Il a cependant noté la lenteur de la mise en œuvre des activités d'impact institutionnel pour l'UCAD, étant donné que les fonds sont maintenant dirigés vers la construction du nouveau complexe de recherche de trois étages. L'avancement de cette construction devrait s'accélérer, étant donné que les documents de sauvegarde nécessaires ont été approuvés.

13. **Le Togo** a apprécié la BM et l'AUA pour leur travail acharné. Ils ont observé qu'il y a eu une amélioration significative depuis les deux dernières réunions du CPP malgré les défis, dont le principal est le changement de direction du CERVIDA et des problèmes de personnel en raison de la démission des comptables. Des inquiétudes ont été soulevées quant à la proposition de réduction du financement du CERME, d'autant plus que le centre se concentre sur l'électricité, qui est une priorité nationale. Depuis la dernière réunion du CPP au Bénin, un plan d'accélération a été élaboré et des missions de soutien ont été entreprises par l'expert en la matière désigné. La mission a été assurée d'une amélioration significative d'ici la prochaine visite. Les décisions de l'examen à mi-parcours (EMP) devront être discutées avec le gouvernement togolais. Le gouvernement s'est engagé à prendre les mesures nécessaires pour améliorer les performances de CERME, même si cela implique un changement de direction comme cela a été le cas pour le CERVIDA. Le Togo a proposé que le CERME bénéficie d'un peu plus de temps et soit ensuite réévalué. Actuellement, des réunions sont organisées deux fois par mois pour suivre les performances et les perspectives d'amélioration semblent très bonnes.

14. Ekua Bentil a clôturé la réunion en annonçant que la BM étudiait la possibilité d'organiser la 9ème réunion du CPP et l'atelier régional au Maroc afin de tirer profit des partenariats potentiels dans le pays et dans la région de l'Afrique du Nord en général. Si ce lieu n'est pas réalisable, d'autres lieux seront envisagés. La Côte d'Ivoire, Djibouti et le Niger ont proposé d'accueillir l'événement. Les dates réelles des événements restent à confirmer, mais ils devraient avoir lieu en mai 2023.

15. Enfin, l'amélioration des rapports, des présentations, du suivi et de la performance globale de l'AUA par rapport au CEA I a été unanimement appréciée. Les membres du CPP ont applaudi l'AUA et ont recommandé que l'équipe soit reconnue pour son excellente performance globale en tant qu'unité de facilitation régionale pour le projet.